

LE TRAVAIL TUE, REFUSONS-LE !

- À PROPOS DE LA MORT AU TRAVAIL DU JEUNE LORENZO -

Lorenzo Menardi, un jeune apprenti ouvrier de 15 ans est décédé mercredi 30 avril sur un chantier à Saint-Martin-du-Var dans les Alpes-Maritimes. Les circonstances sont floues mais il semblerait qu'il ait été écrasé par un engin de chantier.

La mort tragique de Lorenzo, on pourrait l'incomber seulement à la chute malencontreuse d'un engin de chantier, à « quelque chose qui n'aurait pas dû arriver » et ainsi faire de ce jeune apprenti une victime du pur hasard ou de la malchance. Faire comme les politiciens et leurs larmes de crocodile, en premier lieu le maire de Nice Christian Estrosi, chantre bien connu du sécuritaire et de l'exploitation, qui a annoncé son « immense tristesse » et ses « pensées sincères », sans aucune autre explication du drame.

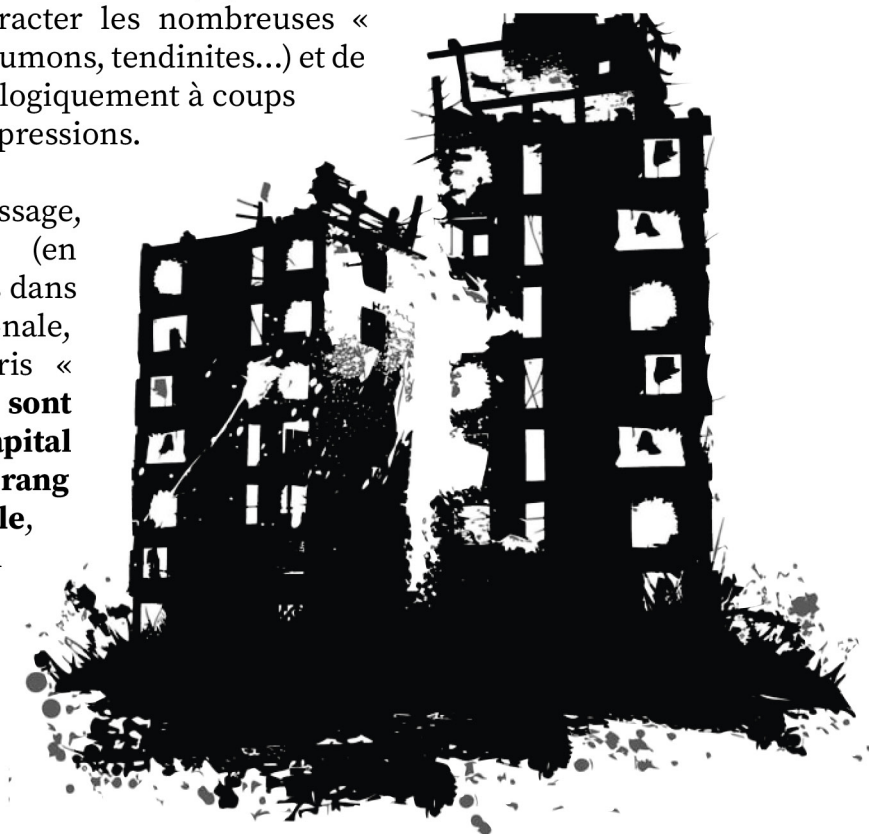
Mais nous disons que la mort de Lorenzo n'est pas un malheureux hasard.

Lorenzo Menardi est mort, car il était apprenti-étudiant dans un CFA de maçonnerie à Antibes, et qu'il avait dû, dans le cadre de sa formation, trouver une entreprise de travaux publics dans le BTP et se mettre à faire le maçon sur des chantiers, à l'âge de 15 ans. La vie de Lorenzo a été fauchée en pleine adolescence en raison de l'incorporation grandissante du travail des mineurs dans les cursus scolaires.

L'Etat et le Capital ont orienté, mis et obligé Lorenzo au travail, comme plein d'autres jeunes aujourd'hui, et c'est cela même qui l'a tué.

Pour l'Etat, pour les patrons, pour ceux qui organisent le travail précoce des jeunes (de France Travail aux recteurs et directeurs d'établissements), Lorenzo n'est qu'un chiffre parmi les centaines de personnes qui meurent au travail tous les ans en France (il y en avait 759 en 2023 et les chiffres sont en hausse constante) et dont ils n'ont cure, sans parler de tous les accidents du travail qui se produisent chaque jour et qui privent des individus, jeunes et plus âgés, de l'usage de leurs membres, qui réduisent leur mobilité, les mènent à contracter les nombreuses « maladies du travail » (mal de dos, poumons, tendinites...) et de tous ceux que le travail abat psychologiquement à coups de surmenage, de névroses et de dépressions.

Lycée professionnels, CFA, apprentissage, alternance, période de stages (en augmentation ces dernières années dans les réformes de l'Education Nationale, dans toutes les filières y compris « générales ») : tous ces dispositifs **ne sont que des moyens pour l'Etat et le Capital de faire rentrer la jeunesse dans le rang et la soumettre à l'autorité patronale**, qui peut profiter ainsi d'une main d'œuvre soldée, et d'habituer progressivement les nouvelles générations à choisir « l'insertion professionnelle » la plus rapide possible.



En 2018, la loi Pénicaud augmentait le temps de travail maximum des apprentis mineurs à 40 heures par semaine et 10h par jour. La dernière réforme des lycées professionnels passée en 2023 a installé tous un tas de nouvelles mesures pour pousser les élèves vers le monde du travail : partenariats renforcés avec les entreprises, augmentation des places en formation de spécialisation, présence d'un « Bureau des entreprises » dans les lycées ...

La vie au travail commence de plus en plus tôt alors qu'elle se finit de plus en plus tard ! Comment penser qu'une personne qui a commencé à charger des sacs de ciment à 15 ans pourra profiter de sa pleine mobilité à 50 ans ? Comment penser qu'un adolescent qui se retrouve à vendre des t-shirts dans un H&M n'a pas beaucoup mieux à faire de cette période de sa vie, synonyme de découvertes et d'émancipation pour beaucoup ?

C'est pourtant avec ces tristes histoires que l'État veut domestiquer la jeunesse. Sans droit au RSA avant 25 ans, et avec une police qui fait la chasse aux marginaux, l'État via son insertion pousse les jeunes de toutes ses forces dans les bras du Capital.

L'École et les divers dispositifs de « l'enseignement technique » sont aussi accompagnés d'un **principe de sélection** : il faut opérer un choix entre ceux dont on estime qu'ils sont destinés à obéir les ordres, qui se retrouvent dans ces filières professionnelles, et ceux qui seront formés à les donner !

Les élèves qui se retrouvent sur les chantiers de BTP à l'aube de leurs 15 ans, dans les stages rébarbatifs de mise en rayon à Carrefour, sur des transpalettes dans les entrepôts ou au bout des lignes de production à l'usine, ne sont bien sûr majoritairement pas les fils et les filles des patrons, des politiciens et des recteurs. Non, ils et elles sont issues des familles qui ne pouvaient se permettre autre chose, attirées logiquement par les « gratifications » nouvelles des stage pour soulager un peu la galère quotidienne et par l'espoir de voir vite leurs enfants subvenir de manière autonome à leurs besoins. Des ados qui ne pouvaient même pas vraiment imaginer une poursuite d'études longues ou qui ont parfois cru aussi pouvoir se libérer un peu de l'ennui et de la frustration quotidienne que représente le quotidien collé sur une chaise, pour se retrouver à réparer des bagnoles ou installer du placo au lieu de profiter de leur adolescence pour des choses bien plus insouciantes, plus rebelles, et intéressantes.

L'expérimentation précoce de la liberté effraie le pouvoir.

La mise au travail s'intensifie de toutes parts, et les jeunes n'y échappent pas. La résignation ne nous sortira pas de là. La machine travailliste peut se gripper, et quelques grains de sable peuvent suffire à enrayer un engrenage.

Contre la mise au travail des plus jeunes et des plus vieux, qui rêve de venir nous chercher jusque dans les berceaux, quitte à en tuer certains d'entre nous :

RÉVOLTONS-NOUS !

Le C.A.T, Collectif Anti Travail

**Permanences les 1er et 3èmes dimanche de chaque mois,
de 14h30 à 16h30 au 45 rue du Pré-Saint-Gervais, Paris 19ème**

contact : tousincompetents@proton.me

